

SESSION DES 22 ET 23 JUIN 2015

VŒU
sur l'Hôpital Public
déposé par le groupe des élus communistes et républicains

3 milliards au niveau national, 33 millions d'euros au niveau régional d'ici 2019, c'est le régime draconien d'économie que le gouvernement veut imposer à l'hôpital public.

Cette cure d'austérité est une véritable catastrophe pour la santé dans une région comme la nôtre où tous les indicateurs sanitaires et sociaux sont dans le rouge.

Elle va conduire à une diminution de la masse salariale, à la suppression de plusieurs milliers de postes, au non remplacement des départs en retraite.

Or l'hôpital c'est aujourd'hui déjà un personnel épuisé, en sous effectifs, avec des salaires gelés depuis plus de 5 ans à qui l'on demande d'en faire toujours plus.

Ces mesures d'économies sont d'autant plus scandaleuses qu'il n'existe pas comme pour d'autres services publics, une politique de rééquilibrage par rapport aux autres régions en matière de santé.

La ministre de la Santé déclarait en 2012, en visite à Lille avoir un regard différent sur les besoins sanitaires de notre région. Avec ces mesures, de qui se moque-t-on ?

A Béthune il manque cruellement de médecins pour assurer un fonctionnement normal de l'hôpital tout comme à Lens où des inquiétudes fondées existe sur la diminution du nombre de lits disponibles alors que le nouvel' hôpital n'est pas encore construit.

D'ailleurs la Fédération Hospitalière de France, elle-même reconnaît que les hôpitaux ne pourront pas assurer avec de tels budgets le maintien de l'emploi et d'un service de qualité aux malades.

Des groupements hospitaliers de territoire, à la disparition des hôpitaux de proximité, c'est la recherche de la productivité qui est recherchée et non la qualité des soins.

La promotion de l'ambulatoire, sous couvert de modernité va en fait rapporter 1,5 milliard d'euros et ouvrir un boulevard aux prestataires privés.

Voilà l'avenir qui est promis !.

Les élus communistes soussignés

- refusent cette saignée budgétaire et s'opposent au démantèlement de l'hôpital public
- Demandent au gouvernement de rompre radicalement avec les réformes et les politiques budgétaires qui se succèdent qui aboutissent à un véritable démantèlement de l'hôpital public dans le pays
- exigent du gouvernement et de Madame la Ministre qu'un plan soit mis en place pour rattraper nos retards notamment dans la prise en compte des pathologies particulières dont souffre notre département.
- Refusent que la seule rentabilité financière détermine désormais l'avenir de notre système de santé
- Exigent que des moyens financiers conséquents soient consacrés à la santé pour permettre aux personnels hospitaliers d'accomplir leur mission dans les meilleures conditions possibles

**Audrey DAUTRICHE
Ludovic GUYOT
Danièle SEUX
Jean-Marc TELLIER**

Le Président,